

Perspectives

N°26/027 – 2 février 2026

France – Secteur bancaire

Que retenir du dernier *Rapport sur la stabilité financière* de la Banque de France ?

- La Banque de France (BdF) publie, deux fois par an, une évaluation détaillée des risques et des vulnérabilités pesant sur le système financier français. Cet article propose une synthèse du dernier [rapport sur la stabilité financière](#) publié le 20 janvier 2026.
- La BdF souligne la résilience des banques et des compagnies d'assurance, qui affichent de solides ratios de solvabilité et de liquidité. La rentabilité des banques s'est également améliorée, soutenue par les activités de marché et le redressement de la marge nette d'intérêt (MNI). L'institution alerte néanmoins sur l'accumulation de chocs internes et externes susceptibles de fragiliser cet équilibre.
- En France, la persistance de déficits publics élevés pourrait dégrader les conditions de financement de l'ensemble des acteurs économiques. Sur les marchés financiers, les doutes se multiplient quant aux niveaux de valorisations de certains actifs liés à l'intelligence artificielle (IA). Enfin, le risque cyber demeure particulièrement élevé dans un contexte de guerre hybride en Europe.

Un secteur bancaire français résilient

Des performances toujours en hausse

Après des revenus records en 2024, les six principales banques françaises prolongent leur trajectoire favorable. **Sur les neuf premiers mois de 2025, leur PNB cumulé augmente de 6,6% à 125,1 milliards d'euros**, soutenu par les revenus de marché (+14% à 18,2 Mds€) et par le redressement de la MNI (+4,6% à 49,9 Mds€), lié à

une baisse plus rapide du coût des ressources que du rendement des actifs. Les commissions demeurent, quant à elles, à un niveau historiquement élevé, à 43,5 milliards d'euros. Cette hausse des revenus permet d'absorber à la fois la hausse des charges d'exploitation (+3,9% à 82,5 Mds€) et celle, plus marquée, du coût du risque (+9,9% à 9,5 Mds€). **En dépit de la surtaxe exceptionnelle sur l'impôt sur les sociétés, le résultat net progresse de 9,1% pour s'établir à 30,3 milliards d'euros.** Les indicateurs de performance s'améliorent en conséquence : le coefficient d'exploitation annualisé recule de 1,7 point de pourcentage, à 66%, tandis que la rentabilité des capitaux propres (ROE) annualisée gagne 35 points de base pour atteindre 7,31%.

Des niveaux de solvabilité et de liquidité confortables

Les six grandes banques françaises conservent une solvabilité élevée. Sur les trois premiers trimestres de 2025, leur ratio **Common Equity Tier 1 (CET1)** reste stable à 15,5%, soit une marge de 4,7 points au-dessus des exigences réglementaires, légèrement supérieure à celle de leurs homologues européens¹ (4,3 points). Les ratios de liquidité des banques françaises restent également élevés : en septembre 2025, le ratio de liquidité à court terme (LCR) moyen sur douze mois s'établit à 142,8%, tandis que le ratio de financement stable (NSFR) atteint 114,2%.

Des interconnexions sous surveillance

Les expositions des banques françaises à la dette souveraine domestique restent limitées, représentant 4,1% du total du bilan, contre 4,5%

¹ Top 22 des banques du MSU, mécanisme de surveillance unique.

pour les banques du MSU². En parallèle, les expositions des banques françaises aux institutions financières non bancaires (NBFI) progressent et atteignent 815 milliards d'euros, soit 9,1% de leurs actifs totaux (contre 7,5% au troisième trimestre 2023). Cette hausse concerne principalement les contreparties non-résidentes, avec une augmentation marquée des expositions à des entités domiciliées aux États-Unis et dans certains centres *offshore*. Dans ce contexte, la BdF, l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) et l'Autorité des marchés financiers (AMF) soumettront cette année les principaux acteurs français des secteurs bancaire, assurantiel et de la gestion d'actifs à des tests de résistance, afin de mieux évaluer les mécanismes d'amplification liés aux interconnexions financières, notamment celles associées au crédit privé.

Des vulnérabilités en hausse

La nécessité d'un ajustement budgétaire rapide en France

La BdF identifie plusieurs risques susceptibles de peser sur la stabilité financière, au premier rang desquels figure la situation des finances publiques françaises. Si le déficit n'est pas ramené à 5% ou moins, les soutiens à la dette souveraine française pourraient se réduire, exposant le pays à une reprise de la procédure de déficit excessif et à de nouvelles dégradations de sa notation. Ce scénario entraînerait une hausse de la volatilité et une baisse de la liquidité de la dette, potentiellement accentuées par des acteurs procycliques comme les *hedge funds*. La dégradation des conditions de financement de la dette souveraine pourrait alors se répercuter sur les banques et les entreprises, pesant à la fois sur la charge d'intérêts et sur l'investissement.

La menace d'un éclatement de la bulle IA

Sur les marchés financiers, le risque d'un retournement lié à l'IA fait l'objet d'une attention particulière. La hausse très rapide des valorisations

observée en 2025 pourrait entraîner des corrections au cours de l'année. Une telle évolution aurait des répercussions en France, dans la mesure où les systèmes financiers français et européens sont étroitement liés aux marchés internationaux. En cas de correction marquée, les épargnants seraient directement concernés : la part des actions américaines dans le portefeuille des fonds actions français, souvent non couverte contre le risque de change, a nettement progressé ces dernières années, passant de 15% en 2017 à près de 23% au troisième trimestre 2025.

Stablecoins : un risque lié à la concentration du marché

La BdF souligne également les risques associés aux *stablecoins*, ces actifs numériques adossés à des monnaies officielles comme le dollar ou l'euro, dont la capitalisation a franchi les 300 milliards de dollars en 2025. Le marché demeure très concentré : deux émetteurs non bancaires, Tether et Circle, représentent à eux seuls plus de 80% de l'offre mondiale, exposant le marché à un risque de retraits massifs en cas de doute sur leur capacité à maintenir la parité d'un jeton pour un dollar.

Des tensions géopolitiques susceptibles d'aggraver le risque cyber

Dans un contexte de tensions géopolitiques accrues et de guerre hybride en Europe, le nombre des cyberattaques pourrait s'intensifier. Face à cette menace, les acteurs financiers renforcent leurs investissements. Selon une enquête réalisée par Moody's en 2025, 22% des banques de la zone Europe, Moyen-Orient et Afrique consacrent plus de 10% de leur budget informatique à la cybersécurité, contre 12% en 2023. L'entrée en application du règlement DORA, effective depuis le 17 janvier 2025, devrait aussi permettre de renforcer durablement la résilience du secteur.

² Mécanisme de supervision unique : dispositif de supervision prudentielle des banques de la zone euro et des États membres de l'UE participants

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :



Monde – Scénario macro-économique 2026-2027 – Décembre 2025

En comptant sur le soutien de la politique budgétaire,
contreponds à l'adversité

Date	Titre	Thème
30/01/2026	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
30/01/2026	France – Conjoncture – Flash PIB : ralentissement de l'activité au T4 2025 et légère baisse de la croissance annuelle en 2025	France
29/01/2026	Espagne – Une croissance pas si accidentelle	Zone euro
27/01/2026	France – Immobilier résidentiel : une reprise en ordre dispersé	France, immobilier
27/01/2026	Ce que les billets racontent de nous	Finance
26/01/2026	Chine – Refus d'obstacle ou grand galop : le Cheval de Feu portera-t-il les ambitions quinquennales chinoises ?	Asie
26/01/2026	Royaume-Uni – Rebond de l'inflation fin 2025, accalmie prévue pour 2026	Royaume-Uni
26/01/2026	Podcast – Les faits marquants de la semaine – 26 janvier 2026	Monde
23/01/2026	Scénario 2026-2027 : l'Europe fait de la résistance	Europe
23/01/2026	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
23/01/2026	Intelligence artificielle : promesse, spéculation et fragilité financière	IA, finance

Études Économiques Groupe – Crédit Agricole S.A.

12, place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la publication : Isabelle JOB-BAZILLE

Rédacteurs en chef : Paola MONPERRUS-VERONI, Tania SOLLOGOUB, Armelle SARDA

Zone euro : Alberto ALEDO, Ticiano BRUNELLO, Marianne PICARD, Paola MONPERRUS-VERONI (coordination zone euro), Sofia TOZY, Hugo VALLA, Philippe VILAS-BOAS, Grégoire GLORIEUX

États-Unis, Royaume-Uni, Irlande, pays scandinaves : Slavena NAZAROVA

Europe centrale et orientale, Asie centrale, géoéconomie :

Tania SOLLOGOUB (coordination pays émergents), Nathan QUENTRIC

Asie : Sophie WIEVIORKA

Amérique latine : Catherine LBOUGRE (coordination scénario), Jorge APARICIO LOPEZ

Afrique du Nord, Moyen-Orient, Afrique sub-saharienne : Laure DE NERVO, Morgane ABBAS

Documentation : Elisabeth SERREAU

Statistiques : Datalab ECO

Réalisation et Secrétariat de rédaction : Fabienne PESTY

Contact : publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

Application Etudes ECO disponible sur l'[App store](#) & sur [Google Play](#)

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.